

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<https://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article819>

# Conférence - débat : "Violences policières, maintien de l'ordre. Etat des lieux "

- Agenda -



Date de mise en ligne : vendredi 4 novembre 2016

Date de parution : 6 décembre 2016

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

**L'Université Populaire de Toulouse et la Fondation Copernic 31 vous invitent à la Bourse du Travail le mardi 06 décembre à 20H30.**

**Nous recevrons à cette occasion Mme Aline DAILLERE\* de l'ACAT\*\*, Mr Pascal NAKACHE Président d'Honneur de la section de Toulouse de la LDH et coordinateur de la Commission d'enquête sur les événements de Sivens\*\*\*. Le débat sera assisté par Maître Claire DUJARDIN pour le Syndicats des Avocats de France, et Mme Virginie BAFFET-LOZANO pour le Syndicats de la Magistrature.**

Les forces de l'ordre ont pour mission de protéger les citoyens. Elles peuvent avoir recours à la force, à condition toutefois que celle-ci soit strictement nécessaire et proportionnée et que la législation soit respectée. Tout l'enjeu réside dans la difficulté de situer la frontière entre la force légitime et les violences policières illégales.

Longtemps la France a fait figure de modèle en matière de maintien de l'ordre. Aujourd'hui, elle est débordée dans la gestion des foules. En Allemagne, en Suède, en Suisse, l'interaction entre police et manifestants se distingue par la maîtrise et le dialogue. La police française résiste aux nouveaux modèles de maintien de l'ordre, articulés autour de la notion de désescalade.



\*Auteur du rapport « l'ordre et la force, enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi en France ». [https://www.acatfrance.fr/public/rapport\\_violences\\_policieres\\_acat.pdf](https://www.acatfrance.fr/public/rapport_violences_policieres_acat.pdf)

\*\* Association Chrétien pour l'abolition de la Torture et la peine de mort <http://www.acatfrance.fr/qui-sommes-nous>

\*\*\* Rapport de la commission d'enquête de la Ligue des Droits de l'Homme sur les évènements de Sivens

<http://www.ldh-france.org/rapport-commission-denquete-ldh-les-conditions-conduit-mort-remi-fraisse-sivens-octobre-2014/>